



Depuis 1992, il y a un désengagement de l'Etat vis-à-vis du raffinage du pétrole.

La loi du 31 décembre 1992 met fin en grande partie au régime pétrolier instauré par la loi de 1928.

En 1994, le gouvernement Balladur privatise Elf.

En 1998, sous le gouvernement Jospin, c'est la dernière étape du retrait de l'Etat du capital du groupe pétrolier TOTAL.

En 2012, François Hollande, candidat à la Présidentielle, s'était montré très virulent pour défendre le raffinage.

Lors de sa présence, à la raffinerie de Petit Couronne, venu soutenir les salariés le 5 janvier 2012, il avait tenu ces propos : "Où est l'Etat, où est le gouvernement, où est le président de la République ?", "C'est un enjeu local mais c'est aussi une responsabilité nationale", "Vous défendez bien plus que votre emploi aujourd'hui, vous défendez une industrie nationale".

Pour la CGT, même si la raffinerie a été mise en liquidation, le combat continu, il y va de l'intérêt national à poursuivre l'activité de la raffinerie.

En juin 2012, les salariés de la raffinerie ont imposé un redémarrage du site. Pendant 6 mois, les salariés de la raffinerie avec leur direction ont démontré que le site était rentable et qu'il pouvait continuer à exister.

Oui, la raffinerie peut être encore sauvée...

La CGT s'oppose à cette irresponsabilité politique, qui au-delà de l'emploi, se soldera par une dépendance accrue aux lois du marché spéculatif des produits conduisant à une augmentation drastique des prix à la pompe.

Il suffit d'investir environs 80 millions d'euros pour la mise aux normes de sécurité (DREAL) et environ 55 millions d'euros d'investissement. C'est rien face au coût de la dépollution, estimé à environ 220 millions d'euros, c'est rien face au plan social estimé à environ 100 millions d'euros

Pour la CGT, faute de repreneur, qui va conduire notre pays, en situation de sous capacité d'unités de raffinage, les salariés et la direction de la raffinerie ont montré leurs compétences pour assurer l'activité du site, c'est au gouvernement d'assumer sa responsabilité en réquisitionnant la raffinerie et d'apporter les moyens financiers à travers la Banque Publique d'Investissement, permettant la poursuite d'activité du site de Petit Couronne.

C'est le combat que va poursuivre la CGT.

La CGT, à l'origine de la table ronde sur le raffinage, rappelle que, lors de cette dernière, il a été démontré qu'un plan d'investissements de 2,2 milliards d'euros au plan national permettrait de réduire notre dépendance aux importations de gazole de moitié. Aucune mesure n'a été prise par les gouvernements successifs pour contraindre les pétroliers à la mise en œuvre et encore moins la taxation des produits raffinés importés de pays non soumis aux mêmes règles sociales et environnementales.

Nous devons contraindre le gouvernement à assumer ses responsabilités. Mais seul on ne pourra pas y arriver.

C'est pour cela que la CGT appelle chaque salarié du raffinage et au-delà, celles et ceux qui veulent que notre pays redevienne, ce qu'il était dans le passé, avec une industrie forte, à une prise de conscience, car demain ils seront les prochains sacrifiés, s'ils restent passifs face à cette situation.

C'est le sens de la démarche que portera la CGT, le dimanche 28 avril, lors de la venue du Président de la République à ROUEN.

Nous vous communiquerons le lieu et l'horaire du Rassemblement.